

COMMUNICATION

Coordonnées

NOM, prénom	FOUQUET-CHAUPRADE Barbara / REVAZ Sonia
Fonction	Groupe Genevois d'Analyse des Politiques Éducatives (GGAPE)
Affiliation / Institution	Université de Genève – FPSE
Courriel	barbara.fouquet-chauprade@unige.ch /sonia.revaz@unige.ch

Mots-clés

GOVERNANCE ET DEBATS POLITIQUES SUR L'ÉCOLE : APPROCHE DIACHRONIQUE DES PRISES DE POSITIONS SUR L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE (2006-2009)¹

Cette proposition de communication prend place dans le thème 1 de l'appel à contribution : *Les relations entre chercheurs et gouvernance en débat : de la circulation des savoirs aux espaces de concertation*. Nous proposons de traiter de la gouvernance à travers les débats et controverses sur l'école telles qu'ils peuvent apparaître dans les processus d'élaboration de politiques scolaires, comme ce fût le cas à Genève lors de la réforme de la scolarité secondaire obligatoire. Jusqu'en 2011, l'organisation scolaire du secondaire genevois relevait d'une forme hybride avec la présence d'établissements hétérogènes (sans filière avec groupes de niveaux) et d'établissements organisés en trois filières (exigences élémentaires à exigences étendues). Deux initiatives populaires lancées en 2006 (IN 134 et 138) ouvriront la voie à une réforme importante de cet ordre d'enseignement. À la suite d'un contre-projet défendu par le Département de l'Instruction Publique et de la votation qui suivra, le système genevois se caractérise à présent par une forte filiarisation dès l'entrée au cycle d'orientation. L'ensemble de ce processus a donné lieu à nombre de débats et de prises de positions plus ou moins radicales qui font référence à des logiques de justice très différenciés : principe de méritocratie *versus* production des inégalités scolaires par l'école (Felouzis et al, 2013).

Notre objectif est d'étudier les référentiels (Muller, 2010) sociaux des acteurs politiques et leur évolution au travers des échanges d'arguments dans les débats au Grand Conseil genevois au sujet de la rénovation du Cycle d'orientation mise en œuvre en 2011. Il s'agira de comprendre la nature de ces controverses, de s'intéresser aux moyens rhétoriques de persuasion des acteurs politiques à travers les arguments et conceptions de la « bonne école » et de « l'école juste » revendiqués dans leurs discours. Il sera ensuite question d'identifier les acteurs et collectifs d'acteurs politiques qui sont derrière ces définitions. Nous analyserons l'enjeu principal de cette réforme qui a davantage été la recherche d'un consensus entre des positions de principe très clivées que la réponse à un problème social et scolaire solidement étayé (Felouzis et al, 2013) alors

¹ Cette proposition de contribution est issue d'un projet de recherche soutenu par le FNS sur « Comment organiser l'enseignement secondaire obligatoire ? » (subside n°100019_156702 / 1).

que les débats ont parfois mobilisés des positions allant à l'opposé des résultats de recherche assez unanimes quant aux effets de la filiarisation.

Nous nous questionnerons tant sur la nature des arguments avancés par chacun des acteurs scolaires, que sur leur conception de ce qu'est une école juste, sur l'évolution des conceptions et de leurs inscriptions dans des registres politiques distincts etc.

Corpus et data : La période étudiée s'étendra de 2006 à 2009 soit depuis la mise en consultation des deux initiatives jusqu'aux votations populaires (2009). Notre analyse portera sur l'ensemble des documents relatifs aux deux initiatives en question constitués par les débats au Grand Conseil, les auditions et rapports ainsi que sur les textes des initiatives et du contreprojet. .

Méthode d'analyse : la méthode d'analyse repose sur le logiciel d'analyse de données textuelles ALCESTE. Il s'agira de repérer les lexèmes représentatifs des conceptions de chaque locuteur ou collectif de locuteur et de les contextualiser dans le temps afin de déceler une éventuelle évolution.

Résultats escomptés : Les analyses permettront de définir l'espace des prises de position des acteurs politiques sur l'école genevoise et d'aboutir à une sociologie des politiques d'éducation au plan des référentiels activés lors des débats engendrés par le processus d'élaboration de cette politique éducative.